



Numéro PPQ/

jeudi 4 mai 2017

Les grands titres:

- Europe : réfugiés et migrants bloqués dans les pays de transit souffrent psychologiquement face à un avenir incertain – UNICEF
- Nigéria : l'ONU exhorte Boko Haram à mettre un terme aux violations graves commises contre des enfants
- En visite en Colombie, le Conseil de sécurité se félicite de la fin du conflit et apporte son soutien au processus de paix
- Syrie : l'envoyé de l'ONU se félicite d'un accord à Astana sur des 'zones de désescalade'
- Paix et sécurité humaine au centre d'un forum mondial sur le dialogue interculturel à Bakou
- Nouvelle baisse des prix des denrées alimentaires dans le monde, selon la FAO
- Soudan du Sud : l'ONU inquiète du sort des civils menacés par une offensive militaire à Aburoc
- Plus de 168.000 Rohingya auraient fui le Myanmar depuis 2012, selon le HCR

Europe : réfugiés et migrants bloqués dans les pays de transit souffrent psychologiquement face à un avenir incertain – UNICEF



Une réfugiée syrienne âgée de 8 ans dans un camp ouvert par des bénévoles près de Mytilini, à Lesbos, en Grèce. Photo UNICEF/Gilbertson VII Photo

4 mai - Près de 75.000 réfugiés et migrants, dont environ 24.600 enfants, actuellement bloqués en Grèce, en Bulgarie, en Hongrie et dans les Balkans occidentaux, courent le risque de troubles psychosociaux causés par l'incertitude prolongée dans laquelle ils vivent, prévient le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Selon l'UNICEF, malgré leur droit légitime de rejoindre les familles dans les pays de destination en Europe de l'Ouest, comme l'Allemagne ou la Suède, ces réfugiés et ces migrants ne savent pas si ou quand ils seront autorisés à poursuivre leur périple.

L'UNICEF s'inquiète notamment de la situation particulièrement préoccupante pour les mères célibataires et les enfants bloqués en Grèce ou dans les Balkans et qui sont en attente de réunification familiale avec des membres de leurs familles qui se trouvent dans d'autres pays de l'Union Européenne (UE).

L'agence onusienne rappelle à cet égard que dans de nombreux cas, les hommes adultes sont les premiers membres de la famille à faire le voyage en Europe, et le reste de la famille suit plus tard. Mais avec les fermetures de frontières en 2016 et la mise en œuvre de l'Accord UE-Turquie, les autres membres de la famille sont bloqués dans les pays de transit d'où ils doivent postuler pour le regroupement familial. Et selon l'UNICEF, ce processus dure généralement entre 10 mois et deux ans.

« Nous voyons des mères célibataires et des enfants bloqués en Grèce, en Serbie et en Bulgarie qui n'ont pas vu leurs maris et leurs pères depuis des mois ou même des années », a déclaré la Directrice régionale de l'UNICEF et Coordinatrice spéciale pour la crise des réfugiés et des migrants en Europe, Afshan Khan. « Le processus de regroupement familial est lent et son résultat est incertain, et c'est cette incertitude qui peut causer une forte détresse émotionnelle et une anxiété pour les



enfants et les familles ».

Dans ces conditions, l'UNICEF et ses partenaires en Grèce surveillent de près la santé mentale et la dépression générale chez les mères célibataires et les enfants en attendant de regroupement familial et fournissent un soutien psychosocial.

« Beaucoup de mères célibataires ont l'impression d'être bloquées et semblent avoir perdu toute motivation », a fait remarquer Sofia Tzelepi, avocate travaillant avec un organisme partenaire de l'UNICEF, Solidarity Now. « Leur état émotionnel affecte leurs enfants », a souligné cette juriste citée dans le communiqué rendu public ce jeudi 4 mai à Genève.

Selon l'UNICEF, sur près de 5.000 demandes de réunification familiale en 2016, dont 700 provenant d'enfants non accompagnés et séparés en Grèce, seulement 1.107 candidats retenus ont réussi à atteindre leur pays de destination jusqu'à la fin de l'année. Pendant ce temps, le nombre de réfugiés et de migrants bloqués en Grèce, en Hongrie et dans les Balkans occidentaux continue de croître avec une augmentation de 60% au cours de l'année écoulée, passant de 47.000 en mars 2016 à près de 80.000 à la fin du mois d'avril.

Nigéria : l'ONU exhorte Boko Haram à mettre un terme aux violations graves commises contre des enfants



Dada, âgée de 15 ans, et sa fille, Hussaina, âgée de 2 ans, chez elles, dans un refuge communautaire d'accueil à Maiduguri, dans l'Etat de Borno, au Nigéria, le 1er mars 2017. Dada avait 12 ans lorsque Boko Haram l'a capturée avec sa sœur aînée. Photo: UNICEF / Ashley Gilbertson VI

4 mai - Dans un rapport transmis au Conseil de sécurité sur le sort des enfants en temps de conflit armé au Nigéria, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, exhorte le groupe extrémiste Boko Haram à mettre un terme aux violations graves qu'il continue de commettre contre des enfants.

« Le nombre élevé d'enfants tués ou mutilés, victimes de violence sexuelle ou recrutés et utilisés par des groupes armés est extrêmement préoccupant et j'exhorte Boko Haram à faire cesser immédiatement ces violations graves contre les enfants », déclare M. Guterres.

Le document élaboré à la demande du Conseil de sécurité est le premier rapport du Secrétaire général sur la situation au Nigéria. Il traite de l'incidence des conflits armés sur les enfants pendant la période allant de janvier 2013 à décembre 2016. Axé essentiellement sur les trois États du nord-est les plus touchés par le conflit (Adamawa, Borno et Yobe), il met l'accent sur les violations graves commises contre des enfants par les parties au conflit, notamment Boko Haram, les forces de sécurité nigérianes et la Force civile mixte.

Au cours de la période considérée, les attaques de Boko Haram contre les communautés et les affrontements entre le groupe extrémiste et les forces de sécurité ont entraîné la mort d'au moins 3.900 enfants, et 7.300 autres enfants ont été mutilés. Les attaques suicides sont devenues la deuxième cause de décès d'enfants, représentant plus d'un millier de décès et 2.100 blessés au cours de la période considérée.

Le chef de l'ONU condamne fermement les attaques visant les écoles, les hôpitaux, le personnel protégé et les autres acteurs et complexes humanitaires et il demande à toutes les parties « de respecter le caractère civil des écoles et des hôpitaux et de faire en sorte que les acteurs humanitaires puissent venir en aide, en toute sécurité et sans entrave, aux populations touchées ».

M. Guterres engage le gouvernement nigérian et la Force mixte civile à faire cesser le recrutement et l'utilisation d'enfants par la Force mixte.

« Je prie instamment le gouvernement nigérian d'honorer les obligations qui lui incombent au titre du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des réfugiés, et d'assurer la protection des civils lors du conflit armé », ajoute-t-il. « Dans cette optique, je me félicite de l'introduction de dispositions spécifiques relatives à la protection de l'enfance dans la version révisée du code de conduite et des règles d'engagement et de comportement, et je demande au gouvernement et aux forces de sécurité nigérianes de veiller à ce que ces documents soient rapidement adoptés et largement distribués à l'ensemble des forces de sécurité ».

Le chef de l'ONU se félicite également de l'établissement d'un bureau des droits de l'homme au quartier général de l'armée nigérianne et appelle de ses vœux la création de capacités de protection de l'enfance chargées d'enquêter sur les violations graves. Il demande au gouvernement nigérian de veiller à ce que tous les enfants soupçonnés d'être associés à des groupes armés soient traités avant tout comme des victimes et, en particulier, de libérer et de réintégrer immédiatement les 68 garçons détenus depuis septembre 2015.

« Dans cette optique, j'encourage le gouvernement à instituer un protocole de remise aux autorités civiles des enfants rencontrés lors d'opérations militaires. En outre, j'estime encourageant l'engagement du gouvernement à permettre l'accès des observateurs des Nations Unies à certains centres de détention et je l'engage instamment à autoriser un accès régulier à tous les lieux de détention », déclare M. Guterres.

Commentant le rapport, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Virginia Gamba, a dénoncé pour sa part « l'horreur indescriptible infligée par Boko Haram aux enfants du nord-est du Nigéria et des pays voisins ».

Dans un communiqué de presse, Mme Gamba a également félicité le gouvernement nigérian pour les mesures déjà adoptées et sa collaboration avec l'ONU pour améliorer la protection des enfants. Elle a demandé aux autorités de veiller à ce que tous les garçons et les filles reçoivent le soutien et les services nécessaires pour faciliter leur réinsertion dans leurs communautés.



En visite en Colombie, le Conseil de sécurité se félicite de la fin du conflit et apporte son soutien au processus de paix



A Bogota, une délégation du Conseil de sécurité devant la presse avec le Président de la Colombie Juan Manuel Santos. Photo Mission de l'ONU en Colombie

4 mai - Arrivée mercredi soir à Bogota, une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU a commencé sa première visite officielle en Colombie pour apporter un message clair de soutien à la mise en œuvre du processus de paix dans ce pays d'Amérique latine.

« Le Conseil estime qu'il est opportun d'exprimer son soutien et en même temps de prendre contact avec toutes les parties participant à ce processus, afin de voir comment les Nations Unies contribuent et peuvent continuer à le faire », a déclaré l'Ambassadeur Elbio Rosselli, Représentant permanent de l'Uruguay qui préside le Conseil pour le mois de mai.

Jeudi matin, le Conseil de sécurité a rencontré le Président de la Colombie, Juan Manuel Santos, en présence de sa Ministre des affaires étrangères, María Ángela Holguín, de sa Représentante permanente auprès de l'ONU, María Emma Mejía, et de son cabinet chargé de la question de l'après-conflit.

« Avec le processus de pacification en Colombie, le continent américain est la seule région du monde où il n'y a pas de conflit actif », a déclaré le Président du Conseil de sécurité, lors d'une conférence de presse conjointe avec le Président Santos.

« Nous vous remercions pour l'exemple que vous donnez. Ces processus ne sont jamais linéaires, ils présentent des difficultés, ils peuvent connaître des revers, mais ce qui importe est de maintenir l'effort. Le Conseil de sécurité est déterminé à apporter le soutien que les Colombiens veulent et méritent », a souligné M. Rosselli.

Le Président Santos a tenu à remercier le Conseil de sécurité et la communauté internationale pour la réussite du processus de paix. « Je tiens à souligner la façon dont les Nations Unies nous ont aidé à gérer le cessez-le-feu », a déclaré le chef de l'Etat colombien. « Plus de 2.670 vies ont été sauvées jusqu'à présent grâce au processus de paix », a affirmé le Président Santos, citant les chiffres du Centre de ressources pour l'analyse des conflits (CERAC) basé à Bogota.

« Il s'agit d'une opportunité qui n'arrive qu'une seule fois dans la vie des Colombiens. Aussi difficiles que soient les défis, nous sommes à vos côtés », a déclaré pour sa part l'Ambassadeur Matthew Rycroft, Représentant permanent du Royaume-Uni qui co-dirige avec l'Uruguay la visite du Conseil en Colombie.

« Assurez-vous que toutes les parties remplissent tous les engagements et la paix que votre pays mérite sera enfin une réalité, à partir de laquelle il ne peut y avoir de retour en arrière », a ajouté l'Ambassadeur Rycroft à l'adresse du peuple colombien.

Jeudi après-midi, la délégation du Conseil devrait avoir des réunions avec l'équipe de la Mission de l'ONU en Colombie, le Mécanisme de suivi et de vérification (MVM), le système des Nations Unies dans le pays, les représentants de la société civile et la Commission nationale de suivi, d'impulsion et de vérification de la mise en œuvre des accords de paix (CSIVI en espagnol).

La délégation du Conseil devrait également se rendre dans la zone transitoire de normalisation (ZVTN, en espagnol) de 'La Reforma', située dans le département du Meta. Sur place, les membres du Conseil devraient rencontrer les communautés locales pour discuter de la mise en œuvre des accords.

À la demande du gouvernement de la Colombie et des rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (FARC-EP), le Conseil de sécurité a autorisé en 2016 la Mission des Nations Unies en Colombie à mener à bien le suivi et la vérification du cessez-le-feu et la cessation bilatérale et définitive des hostilités, ainsi que le dépôt des armes.

Dans un communiqué publié jeudi, la Mission de l'ONU en Colombie a indiqué qu'elle aura reçu et stocké dans ses conteneurs d'ici vendredi 1.000 armes des combattants des FARC-EP regroupés dans les camps.

Syrie : l'envoyé de l'ONU se félicite d'un accord à Astana sur des 'zones de désescalade'



L'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, informe la presse à Genève, le 24 mars 2017. Photo ONU/Violaine Martin

4 mai - L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, s'est félicité jeudi de l'accord auquel sont parvenus la Russie, la Turquie et l'Iran à la réunion d'Astana, au Kazakhstan, sur la création de 'zones de désescalade' en Syrie.

« Aujourd'hui, à Astana, je pense que nous avons assisté à une avancée positive importante et prometteuse allant dans la bonne direction s'agissant du processus pour désamorcer le conflit », a déclaré M. de Mistura, lors d'un point de presse à Astana, où il participe aux pourparlers. Selon lui, l'accord est un pas dans la bonne direction, car il pousse « à une désescalade concrète dans quatre zones, en plus du cessez-le-feu ».

Les pourparlers d'Astana, parrainés par la Russie, l'Iran et la Turquie et qui portent sur les aspects sécuritaires du conflit en Syrie, sont menés en parallèle des pourparlers plus politiques sur l'avenir de ce pays organisés à Genève.

Selon la presse, l'accord préliminaire signé jeudi par la Russie, l'Iran et la Turquie, créerait des zones de sécurité dans la province d'Idlib, au nord de la ville de Homs, dans la Ghouta orientale, près de Damas, et dans le sud de la Syrie.

L'Envoyé spécial de l'ONU a souhaité que la mise en œuvre sur le terrain de ces 'zones de désescalade' devienne une réalité dans les deux prochaines semaines pour la reprise des pourparlers de Genève. Il a précisé qu'il allait consulter le Secrétaire général de l'ONU et les parties prenantes syriennes pour fixer et annoncer bientôt une date pour ces pourparlers.

M. de Mistura a ajouté qu'il était important que la désescalade dans les quatre zones soit suivie d'un accès humanitaire.

Il a mentionné également deux questions importantes pour la population syrienne : le déminage et la question des détenus, des personnes disparues et enlevées.

Paix et sécurité humaine au centre d'un forum mondial sur le dialogue interculturel à Bakou



Vue de nuit à Bakou, en Azerbaïdjan. Photo: Ministère du Tourisme et de la Culture, Azerbaïdjan

4 mai - L'intégration des migrants dans les villes, la lutte contre la montée de l'extrémisme violent et les efforts contre la radicalisation des jeunes sur Internet font partie des questions abordées lors d'une conférence des Nations Unies ouvrant vendredi à Bakou, en Azerbaïdjan.

Le quatrième Forum mondial sur le dialogue interculturel organisé par le gouvernement de l'Azerbaïdjan en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), permettra d'examiner des réponses aux défis que constituent les migrations massives, l'extrémisme violent et les conflits.

Le Forum réunit des chefs de gouvernement et des ministres, des représentants d'organisations intergouvernementales, du secteur privé, des décideurs, des professionnels de la culture, des journalistes et des militants de la société civile sous le thème « Faire progresser le dialogue interculturel - Nouvelles voies pour la sécurité humaine, la paix et le développement durable ».

Interrogée par ONU Info, Nadia Al-Nashif, Sous-Directrice générale de l'UNESCO pour les sciences sociales et humaines, a déclaré que le Forum de Bakou a une « vision très forte et résonne profondément avec le mandat de l'UNESCO de construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes ».

« Le monde est devenu un endroit très compliqué », a-t-elle noté. « Nous voyons d'énormes innovations en matière de technologie, mais en même temps, nous sommes confrontés à des tensions accrues, résultant du manque de confiance générale qui découle de l'insécurité qui existe dans le monde ».

Jeudi, à la veille du Forum, l'UNESCO a organisé une réunion du Réseau international de la plate-forme en ligne de la Route de la soie.

Ce programme de l'UNESCO, comme les Routes de l'esclave et les Routes d'al Andalous, cherche à utiliser l'apport historique de ces routes dans le contexte géopolitique actuel, pour promouvoir le dialogue interculturel et apporter une nouvelle perspective sur l'actualité.

« Une des grandes questions aujourd'hui ce sont les migrations et la Route de la soie était une route de migration, les gens sont allés d'Est en Ouest, d'Ouest en Est, ils sont allés en Amérique du sud et ont traversé le Pacifique, notre monde d'aujourd'hui est le résultat de cela », a expliqué à ONU Info Annick Thebia Melsan, point focal du Réseau international de la Route de la soie, ajoutant que cela permet de mettre en perspective ce que l'on vit actuellement.

Selon elle, face aux vagues migratoires d'envergure historique dont nous sommes le témoin actuellement, et au repli qu'elles suscitent, avoir un élément de comparaison peut permettre de réaliser qu'il s'agit d'un processus et de le mettre en perspective.

« Comme on est au milieu du tourbillon, au milieu du gouffre on n'a pas une vision », affirme la responsable de l'UNESCO. « Donc, c'est vrai qu'un projet comme la Route de la soie permet d'avoir une vision ».

Nouvelle baisse des prix des denrées alimentaires dans le monde, selon la FAO



hoeun récolte du maïs dans sa ferme à Kampong Cham, au Cambodge. Photo: Chhor Sokunthea / Banque mondiale

4 mai - Les prix mondiaux des denrées alimentaires se sont repliés en avril en raison des bonnes perspectives d'approvisionnement de nombreux produits de base, a indiqué jeudi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'Indice des prix des produits alimentaires de la FAO a atteint en moyenne 168 points en avril, en baisse d'1,8% par rapport à mars, tout en restant supérieur de 10% à son niveau de l'année précédente.

L'Indice des prix des produits alimentaires de la FAO est un indice pondéré qui suit l'évolution des prix sur le marché international de cinq grands groupes de produits alimentaires.

L'Indice des prix du sucre a été le principal responsable de la baisse. Il a dégringolé de 9,1% en un mois du fait à la fois de l'abondance des approvisionnements en provenance du Brésil et de la faiblesse persistante de la demande d'importation mondiale. Autre facteur de baisse: l'indice des prix des huiles végétales a chuté de 3,9% durant la même période en raison du repli de la demande d'huile de palme et des bonnes perspectives de récoltes et de plantations de soja en Amérique du Sud et du Nord.

L'Indice des prix des céréales a fléchi de 1,2% en avril du fait du repli des prix du blé même si les prix internationaux du riz se sont raffermis.

L'Indice des prix des produits laitiers a reculé de 3,3% car la production dans l'hémisphère nord est entrée en haute saison, favorisant ainsi l'approvisionnement à court terme.

En revanche, l'Indice des prix de la viande a enregistré une hausse d'1,7% pour cent, les prix de la viande de porc ayant augmenté en raison à la fois de la forte demande intérieure de l'Union européenne et de l'augmentation des ventes à destination de la Chine.

Le maïs avance, le blé recule

Les dernières prévisions indiquent de bonnes conditions d'approvisionnement pour le blé et le maïs.

La FAO a révisé ses prévisions mondiales de la production céréalière pour 2017 qui indiquent à présent une baisse annuelle probable de 0,4% à partir de 2016, même si le taux d'utilisation augmente d'environ un pour cent.

Le résultat net des nouvelles projections, publié aujourd'hui avec le Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales, indiquerait une baisse à 25,8% du ratio stocks-utilisation des céréales en 2017/18, soit un chiffre historiquement élevé mais légèrement inférieur au niveau de la saison actuelle.

Les nouvelles prévisions mondiales de la production céréalière sont extrapolées à partir des chiffres d'avril, car le Brésil s'attend à bénéficier de rendements de maïs plus importants que prévu, ce qui permettrait de porter la production mondiale de cette culture à 1.054 millions de tonnes.

La production mondiale prévue de riz est restée stable à 506 millions de tonnes, alors que les prévisions pour le blé - 740 millions de tonnes - sont également inchangées, car la diminution prévue du volume des ensemencements en Australie, au Canada, en Russie et aux Etats-Unis serait compensée, selon toute probabilité, par un regain de vigueur dans l'Union européenne, en Inde et au Maroc.

Sur le plan de la consommation en 2017/18, l'abondance du maïs et des autres céréales secondaires devrait encourager une utilisation plus abondante pour l'alimentation du bétail en Chine et en Amérique du Sud, alors que l'utilisation du riz au plan mondial devrait croître d'1,2% en raison de l'augmentation de la consommation alimentaire.

Fin 2018, selon les prévisions, les inventaires mondiaux toutes saisons confondues devraient frôler les niveaux qu'ils avaient atteints en début d'année, bien que leur composition semble devoir changer quelque peu. Les stocks de blé devraient augmenter de 3,3% pour atteindre un nouveau sommet de 247,6 millions de tonnes, gonflés principalement par la Chine qui puise, d'autre part, dans ses réserves accumulées de céréales secondaires quelque 20,5 millions de tonnes.

Toujours selon les prévisions, le commerce international du blé et des céréales secondaires devrait régresser en termes de volume, tandis que le commerce du riz devrait augmenter grâce à une forte demande au Proche-Orient et en Afrique.

Soudan du Sud : l'ONU inquiète du sort des civils menacés par une offensive militaire à Aburoc



Soudan du Sud: des milliers de civils sont arrivés à Aburoc suite à la reprise de l'offensive gouvernementale et aux affrontements le long de la rive gauche du Nil. Photo: OCHA / Gemma Connell

4 mai - Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Zeid Ra'ad Al Hussein, a demandé jeudi au gouvernement du Soudan du Sud d'arrêter toute offensive militaire vers Aburoc, sur la rive ouest du Nil, dans la région du Haut-Nil.

Entre 35.000 et 50.000 personnes vivent dans cette zone, dont la plupart sont arrivées ces dernières semaines après avoir effectué des trajets terrifiants de 150 km à pied. Des déplacements qui font suite aux attaques de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) contre des localités au sud de la ville d'Aburoc.

Les civils à Aburoc se retrouvent maintenant dans des zones contrôlées par les rebelles du Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan en opposition (SPLM/A-IO) et sont désormais sous la menace d'une offensive militaire du SPLA.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) s'inquiète du sort de ces personnes vulnérables dans la mesure où les groupes rebelles maintiennent une présence à proximité des zones occupées par des civils, mettant clairement leur vie en danger en cas d'attaque des forces armées gouvernementales et autres éléments associés.

Le HCDH s'inquiète également du fait que le SPLA aurait déployé de nouvelles recrues de l'ethnie Dinka dans la région du Bahr el Ghazal occidental alors que les civils d'Aburoc sont principalement d'origine ethnique Shilluk.

« Les civils d'Aburoc courent le risque d'être victimes de graves violations des droits de l'homme, de violence interethnique et de déplacement », a déclaré le Haut-Commissaire Zeid. « Ce sont des civils qui ont fui des villes comme Tonga et Kodok, au sud, dans les circonstances les plus atroces, forcés de marcher dans la brousse jusqu'à 150 kilomètres et sous des températures élevées. Beaucoup d'entre eux sont morts en cours de route en raison de la déshydratation et de l'épuisement. Ceux qui ont pu atteindre Aburoc y sont arrivés fatigués et effrayés. Ils sont à présent exposés à de graves violences mais doivent faire face à la pénurie de nourriture, d'eau et de soins de santé ».

Le Haut-Commissaire a rappelé que « ce sont des femmes, des enfants et des hommes qui sont à la merci des commandants militaires des deux camps de l'échiquier politico-militaire et qui ont toujours prêté peu ou le moindre égard à la protection des civils ».

M. Zeid a demandé au gouvernement de respecter les promesses faites par le Président Salva Kiir le 25 mars, lorsqu'il s'est engagé à déclarer un cessez-le-feu unilatéral et à œuvrer à une solution politique pour mettre un terme au conflit. Le Haut-Commissaire a appelé toutes les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire, notamment en prenant toutes les précautions possibles pour prévenir les pertes civiles.

« Les civils d'Aburoc n'ont nulle part où aller, le SPLA se rapprochant par le sud et les options de fuite vers le nord étant sévèrement limitées et dangereuses », a dit M. Zeid. « Je demande instamment au SPLM/A-IO de veiller à ce que les zones comptant un grand nombre de civils, y compris Aburoc, soient démilitarisées et que des mesures soient prises pour assurer la protection des civils sous leur contrôle ».

Le Haut-Commissaire a également appelé le gouvernement à accorder à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) un accès à Aburoc et à Kodok et à veiller à ce que les agences humanitaires puissent fournir une assistance à la population déplacée à l'intérieur du pays.

Plus de 168.000 Rohingya auraient fui le Myanmar depuis 2012, selon le HCR



Des réfugiés Rohingya, déplacés par la violence au Myanmar, dans un camp à Coxs Bazar, au Bangladesh. (archives) Photo HCR/Saiful Huq Omi

4 mai - Plus de 168.000 Rohingya ont fui le Myanmar au cours des cinq dernières années, chassés par les violences et le désespoir, selon les estimations d'un nouveau rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur les déplacements forcés en Asie du Sud-Est.

Le rapport du HCR (en anglais) expose la dynamique complexe des causes et modalités de l'exode incessant depuis l'État de Rakhine, au Myanmar. L'étude repose sur des sources très diverses : services publics, organisations non gouvernementales, articles de presse ainsi que plus de 1.000 entretiens menés en face à face avec des réfugiés Rohingya dans la région.

Même s'ils durent depuis des décennies, les déplacements de Rohingya ont fait les gros titres en octobre l'an dernier lorsque les attaques de postes-frontières dans le nord de l'État de Rakhine ont déclenché une opération de sécurité. Cette opération a chassé quelque 43.000 civils vers le Bangladesh avant la fin de l'année 2016. En février 2017, le nombre de déracinés était estimé à 74.000 personnes.

Nombre de nouveaux arrivants dans les camps et les campements de fortune du Bangladesh ont raconté aux équipes du HCR les horreurs auxquelles ils ont échappé : incendies, pillages, fusillades, viols et arrestations.

« Ces enfants, ces femmes et ces hommes sont extrêmement vulnérables. Si des mesures urgentes ne sont pas adoptées, ils resteront des victimes potentielles, même en exil », a déclaré le représentant du HCR au Bangladesh, Shinji Kubo.

« Nombre d'entre eux doivent avoir un abri convenable avant le début de la saison des pluies. S'ils n'obtiennent pas le soutien nécessaire, ils risquent également d'être l'objet de travail forcé des enfants, de violences sexistes et de trafics d'êtres humains », a prévenu M. Kubo.

Déplacements continus vers l'Inde et nouvelles arrivées au Bangladesh

Avant les violences récentes, la Malaisie était la destination de choix pour de nombreux Rohingya. Entre 2012 et 2015, ils seraient 112.500 à avoir risqué leur vie pour traverser la baie du Bengale et la mer d'Andaman dans les bateaux de passeurs afin d'atteindre la Malaisie où une communauté de Rohingya s'est établie et où le secteur informel peut offrir des emplois.

Nombreux sont ceux qui ont entrepris ce périple, que ce soit pour fuir les violences interethniques à Rakhine en 2012, ou parce qu'ils ressentaient de plus en plus douloureusement les restrictions posées à leur liberté de mouvement, à l'accès aux services et aux moyens de subsistance.

La voie maritime n'est plus accessible depuis que les gouvernements de la région se sont attaqués aux réseaux de passeurs vers le milieu de 2015. Le HCR n'a pas pu confirmer l'arrivée d'un quelconque bateau en Malaisie durant l'année passée.

Sur l'ensemble des personnes qui ont tenté de rejoindre la Malaisie par voie terrestre en 2016, plus de 100 - dont la moitié environ était des Rohingya - auraient été arrêtées au Myanmar et en Thaïlande.

Le rapport du HCR étudie les autres voies empruntées par les Rohingya, notamment vers l'Inde via le Bangladesh. Il constate un léger ralentissement du flux d'arrivants depuis 2012, avec malgré tout 13.000 personnes au moins.

« Quand on observe le recul du nombre d'arrivants en Inde, on peut raisonnablement avancer que cette voie terrestre n'a pas remplacé la voie maritime », explique Keane Shum, de l'unité Asile et migration du HCR qui a produit le rapport.

« Par comparaison avec ceux qui ont rejoint la Malaisie par la mer, les Rohingya réfugiés en Inde ont voyagé en famille et ont choisi cette voie parce qu'elle était moins coûteuse et plus sûre », précise M. Shum.

Vulnérabilité des femmes et filles Rohingya

Outre l'analyse des schémas migratoires des Rohingya, le rapport présente également 85 portraits de femmes et de filles Rohingya en Inde, en Indonésie et en Malaisie. Elles se sont, en majorité, mariées jeunes, entre 16 et 17 ans, et ont donné naissance en moyenne à l'âge de 18 ans.

Celles qui vivent en Inde ont tendance à être alphabétisées, mieux éduquées et ont généralement choisi leur époux. A contrario, celles qui vivent en Malaisie ont plutôt épousé un homme choisi par leur famille, par des intermédiaires ou des agents.

Un tiers de ces 85 femmes et filles disent être victimes de violences conjugales. Nombre d'entre elles aimeraient gagner leur propre argent. Certaines ont des compétences utiles, mais rares sont celles qui peuvent effectivement gagner leur vie par elles-mêmes.

Le HCR travaille avec les pays hôtes pour résoudre les questions touchant au séjour temporaire et à la protection des réfugiés Rohingya, notamment pour s'assurer qu'ils aient accès aux services élémentaires et le droit de travailler.

En outre, le HCR incite les autorités du Myanmar à restaurer le plein accès humanitaire aux personnes vulnérables dans le nord de l'État de Rakhine. L'agence onusienne est prête à apporter son soutien aux efforts des pouvoirs publics pour promouvoir une coexistence pacifique et résoudre les problèmes de citoyenneté.

Selon les estimations, la région abriterait 420.000 réfugiés et 120.000 déplacés internes d'origine Rohingya.